



## PREMIÈRE RECOMMANDATION

### ADOPTER DE NOUVELLES MESURES DE SOUTIEN POUR LES LOCATAIRES À FAIBLE REVENU

Même avant la pandémie, les banques alimentaires signalaient chaque année que le coût élevé du logement était l'une des principales raisons pour lesquelles les gens se tournaient vers elles afin d'obtenir du soutien.

En 2021, un sondage national a révélé que 46 pour cent des Canadiens classaient le coût du logement comme le plus grand obstacle à l'alimentation – contre 21 pour cent seulement un an auparavant.<sup>56</sup>

Un peu moins de 70 pour cent des clients des banques alimentaires vivaient dans des logements locatifs privés en 2021, alors que cette proportion représentait 60 pour cent en 2010. Dans ce groupe, la grande majorité de ces personnes font partie du segment ayant le plus faible revenu et consacrent plus de 50 pour cent de leur revenu au paiement de leur loyer et des services publics.<sup>57</sup> Le fait de consacrer une telle proportion du revenu au loyer est considéré comme un niveau de dépense « critique » pour le logement, car il reste très peu d'argent pour les autres besoins fondamentaux (p. ex., nourriture) et cela peut entraîner le risque de sombrer dans l'itinérance.<sup>58</sup> En 2017, nous avons donc accueilli avec enthousiasme la Stratégie nationale sur le logement (SNL) du gouvernement fédéral; une mesure pour laquelle Banques alimentaires Canada milite depuis de nombreuses années.

Dans le cadre de cette stratégie, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir environ 20 milliards de dollars (un montant qui sera égalé par les provinces et les territoires pour un total de 40 milliards de dollars) au cours des 12 prochaines années dans le but d'aider 530 000 ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement, soit la moitié de la population totale dans cette situation, et de réduire l'itinérance chronique de moitié d'ici 2030<sup>59</sup>.

Cela constitue des progrès et une bonne politique gouvernementale, mais très peu de mesures, dans les faits, ont été mises en œuvre depuis l'annonce de la stratégie pour venir en aide aux personnes qui ont actuellement recours aux banques alimentaires en raison de leurs frais de logement trop élevés.

La plupart des fonds investis dans le cadre de la SNL ont été consacrés à des prêts pour le développement de logements du marché privé plutôt qu'à l'aide directe pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables. Selon un rapport de 2019 du Bureau du directeur parlementaire du budget, la SNL a très peu changé la donne quant au montant des fonds investis par le gouvernement dans les logements à loyer modique. En fait, il a indiqué que la SNL a réduit légèrement le financement

<sup>56</sup> Charlebois, S. (16 avril 2021). Food affordability faces perfect economic storm (en anglais seulement). Canadian Grocer  
<https://canadiangrocer.com/food-affordability-faces-perfect-economic-storm>

<sup>57</sup> Voir [http://rentalhousingindex.ca/fr/#affordability\\_prov](http://rentalhousingindex.ca/fr/#affordability_prov)

<sup>58</sup> BC Non-Profit Housing Association, *Families feeling the impact*.

<sup>59</sup> Gouvernement du Canada. (2017). Un chez-soi d'abord – *Stratégie nationale sur le logement du Canada*. Tiré de :

<https://eppdscrmssa01.blob.core.windows.net/cmhcprodcontainer/sf/project/placetocallhome/pdfs/canada-national-housing-strategy-fr.pdf>.



ciblé pour les personnes ayant des besoins impérieux en matière de logement.<sup>60</sup> Pendant ce temps, l'érosion des logements à loyer modique dépasse de loin leur création : pour chaque logement à prix modique, quatre sont retirés du marché.<sup>61</sup>

La pandémie et ses répercussions n'ont certainement fait qu'exacerber un problème déjà pressant dans tout le pays.

Depuis le début de la pandémie, nous croyons que la PCU et les autres mesures de soutien liées à la pandémie, combinées aux moratoires locaux et provinciaux sur les expulsions et les paiements différés, ont freiné la vague de locataires qui auraient été obligés de demander de l'aide à leur banque alimentaire, mais nous nous attendons à ce que cette situation change. De plus, dans de nombreux secteurs dans lesquels les coûts de logement sont élevés, le nombre de visites aux banques alimentaires a augmenté plutôt que diminué au cours des premiers mois de la pandémie.

Plus récemment, alors que le gouvernement a mis fin à certaines mesures de soutien et que des paiements sont arrivés à échéance, les banques alimentaires constatent une augmentation du nombre de nouveaux clients ayant besoin de soutien en raison du coût élevé du logement.

Sans une action immédiate du gouvernement pour soutenir les locataires, nous craignons que cette tendance ne s'aggrave au cours des mois et des années à venir.

### Nos recommandations

- **Mettre immédiatement en œuvre un programme de soutien au loyer fondé sur une version élargie de l'Allocation canadienne d'aide au logement afin que les Canadiens ayant de la difficulté à payer leur loyer puissent bénéficier de cette mesure d'aide en attendant que la Stratégie nationale sur le logement soit appliquée dans son intégralité.**
- **Augmenter considérablement le montant que le gouvernement fédéral prévoit investir dans l'Allocation canadienne d'aide au logement afin que tous ceux ayant un faible revenu y soient admissibles (c'est-à-dire éliminer le nombre limite de citoyens admissibles pouvant présenter une demande).**
- **Réaliser de nouveaux investissements et ajouter à la Stratégie nationale sur le logement un élément important qui a été oublié : la mise en œuvre d'un programme de logement supervisé pour les personnes ayant une incapacité mentale ou physique, particulièrement au sein des populations à faible revenu et marginalisées.<sup>62</sup>**
- **Pour ralentir l'érosion du parc de logements à loyer modique, le gouvernement doit explorer de nouvelles façons plus rapides d'acquérir des logements à loyer modique et devrait envisager un financement communautaire ciblé et des solutions non marchandes pour acquérir des logements.**

60 Segel-Brown, B. (18 juin 2019). *Dépenses fédérales de programmes consacrées à l'abordabilité du logement*. Bureau du directeur parlementaire du budget. <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/federal-program-spending-on-housing-affordability>

61 Housing Policy and Research Exchange. (30 juillet 2021). *Getting to 2030—Examining how Budget 2021 helps Canada achieve its housing goals, and what we need to do from here* [Soumis au ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social du Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement]. Maytree. <https://maytree.com/publications/getting-to-2030/>

62 Centre canadien de politiques alternatives. (2018). *Alternative Budget 2019 : No Time to Lose* (en anglais seulement) <https://www.policyalternatives.ca/afb2019>